

Ni France éternelle, ni nouvelle France  
mais un pays pour toutes celles et tous ceux qui y vivent, ici et maintenant !

2027 approche à grands pas, et les thèmes de la campagne électorale se dessinent sans surprise:

À la surenchère toujours plus raciste, brutale, méprisante de la droite et de l'extrême-droite, sous-tendue par le mythe du « grand remplacement » et de la disparition de la civilisation, de la culture et des valeurs de la supposée « France éternelle », s'oppose le mythe de la « nouvelle France » racisée et radicale.

Deux revers de la même médaille, pour dire une vision du pays fracturée, entre deux populations qui seraient inconciliables, dont les intérêts seraient opposés, comme l'étaient autrefois ceux du capitalisme et du prolétariat. Il faudrait donc choisir une fraction pour imposer sa loi à l'autre.

Désolée, ce n'est pas la réalité. La réalité que je vois, c'est des gens mélangés, c'est des amies qui portent le foulard et sont des farouches défenseuses des « valeurs du drapeau », qu'elles transmettent à leurs enfants et au nom desquelles elles sont prêtes à se battre contre telle ou telle administration, et en particulier le rectorat et l'éducation nationale à qui elles rappellent régulièrement l'importance de l'égalité et de la fraternité (par exemple lors de mobilisation pour le logement de familles d'élèves à la rue...).

La réalité que je vois, c'est des gens qui refusent de rentrer dans les cases où l'état, les média, d'autres gens veulent les mettre, et qui affirment une identité multiple, riche et en évolution, identité en partie aussi constituée par ce qu'on pourrait appeler faute de mieux « la culture française », c'est à dire la culture transmise par l'école et par la vie en France.

La réalité que je vois, c'est des personnes que certains désigneraient comme « racisées » et qui refusant ce regard portées sur elles, s'affirment comme étant du pays à part entière, à égalité avec les autres habitants, quelle que soit leur origine ou la couleur de leur peau. Si on s'enferme dans le regard des autres, alors on se met soi-même en prison. C'est valable pour mes ami.e.s arabes, noir.e.s, paskitanais.es, ou autres, mais c'est aussi valable pour moi qui suis blanche, du centre de la France, et sans le moindre apport de gènes exotiques depuis des générations.... Si on était resté.e.s dans les cases qu'on nous a attribuées, on ne se serait jamais rencontré.e.s, on n'aurait jamais rien fait ensemble, on ne se serait jamais enrichi.e.s mutuellement de nos histoires, de nos expériences, de nos réflexions et de nos batailles communes.

Un élément pour mettre les gens dans les cases, c'est la généralisation, la stigmatisation de tout un groupe au nom de l'acte d'un seul ou de quelques-uns. C'est ce qui s'est passé au moment des attentats terroristes, où toutes celles et ceux suspectés d'être musulman.e.s ont été rendus collectivement responsables des actes criminels des terroristes, et soupçonnés d'être eux-mêmes des terroristes en puissance, tout en étant sommés de s'en désolidariser ouvertement et au-delà de s'excuser pour les actes posés par des individus considérés comme étant de leur « communauté ».

Il faut remettre les choses à l'endroit : on est comptables des actes qu'on pose soi-même, pas de ceux posés par les autres. Les enfants des nazis n'étaient pas coupables des atrocités commises par leurs parents, pas plus que nos propres enfants n'ont à endosser la responsabilité de nos actes qu'ils soient héroïques, barbares ou banals.

Cela signifie par contre qu'on a une responsabilité personnelle dans ce qui se passe ici et maintenant, et qu'on ne peut pas y échapper. Il arrive ce qu'on permet, chacun, chacune qu'il arrive, et cela nécessite de prendre position. On ne peut pas s'en laver les mains, et rester spectateur, rejeter la faute sur les autres ou attendre un miracle quelconque.

Le revers de la médaille généralisation c'est la victimisation : certaines catégories de la population, parce que ciblées et touchées par la politique violente et inégalitaire de l'état et des partis, seraient des victimes par essence, et à ce titre-là, devraient être défendues et promises à renverser la situation en exerçant à leur tour leur pouvoir sur les autres. Bien évidemment, c'est des militants éclairés qui les « organisent » et parlent pour eux, par exemple en expliquant que si des classes ferment dans un quartier populaire de Toulouse, c'est parce que « la mairie nous considère comme des habitants de seconde zone », alors que les fermetures concernent toute la ville, y compris le centre-ville et sont décidées par le rectorat en application des directives du ministère. Victimer ainsi les gens les empêche de réfléchir et de s'emparer de la situation réelle. C'est aussi une forme de mépris, qui infantilise les personnes et leur dénie leur stature de citoyen du pays. Préjugés qui rejoignent ceux de « l'autre camp », en enfermant les habitants des quartiers populaires dans leur « identité » de musulman, de pauvre, de victime.. sans prendre en compte la variété des situations, qu'il s'agisse de l'origine, du rapport à la religion, du niveau de revenus, et des subjectivités. Vision réductrice, qui dénie à chacun la pleine dimension de sa personnalité, la richesse de son parcours, de sa pensée, sa capacité à s'affirmer dans sa diversité et sa complexité comme habitant du pays à part entière, à égalité avec les autres habitants, eux aussi divers et complexes, quelle que soit leur histoire. Et moi, qui ne suis ni musulmane, ni pauvre, ni racisée, où est ma place ? Quelle est mon « identité » en tant qu'habitante depuis plus de 40 ans de ce quartier populaire ?

Je refuse de m'enfermer dans cette fausse dialectique, dans ce « pour » ou « contre », ce « camp contre camp » porteur de fracturation, d'incompréhension et d'antagonisme faussement radical. À l'instar de Mandela, parlant de l'Afrique du Sud à la fin de l'apartheid, je dis que « **ce pays est celui de toutes celles et tous ceux qui y vivent.** »

Je dis que personne n'est en droit de parler pour autrui et que personne ne doit laisser quiconque parler à sa place, sous peine de ne plus exister.

Je dis qu'il n'y a pas de « France éternelle », et qu'il n'y a pas non plus de « nouvelle France ». Il y a le pays dans lequel nous vivons aujourd'hui, ce que nous en faisons, ce que nous laissons en faire ou pas.

Le pays dans lequel je veux vivre et que je veux laisser à mes enfants et petits-enfants, j'en partage la vision et la pratique avec mes ami.e.s de toute origine, y compris à la campagne. On le construit ensemble. On sent souffler la tempête de la haine et de la séparation, de la violence et de la destruction, gonflée par la thématique identitaire mais on sait aussi que plus il y aura de gens pour affirmer leur vision du pays pour tous, ici et maintenant, et plus ce vent mauvais s'affaiblira et plus le ciel s'éclaircira.

Alors, vous aussi, prenez la parole, alimentez le débat, enrichissez la pensée commune.

*Brigitte  
Le 09 Mai 2026*